

Jacques Aron nous invite ici à une réflexion approfondie sur la naissance et l'avenir du concept de démocratie.

# La démocratie a-t-elle un avenir ?

Jacques Aron

**Jacques Aron**  
est professeur  
honoraire  
d'architecture,  
essayiste,  
graphiste.

## DE LA DÉRIVE DES CONCEPTS

Il en va de la notion de *démocratie* comme de tous les concepts, notamment politiques : ils naissent, vivent et meurent dans des circonstances historiques données, dont ils sont à la fois l'expression et l'interprétation orientée et agissante des acteurs impliqués dans les pratiques qu'ils désignent. La *démocratie*, en ce qu'elle fait appel à un pouvoir exercé par le « peuple », se rattache à un processus de longue durée, d'élargissement de l'autorité détenue de fait ou de droit par des couches sociales réduites en nombre mais dotées de la force armée pour perpétuer leur domination. Sans remonter à des civilisations plus anciennes servant à l'occasion de références dans des situations nouvelles, la *démocratie*, telle que nous l'entendons en Europe occidentale, désigne la sortie graduelle des structures de pouvoir de la société médiévale sous l'influence de cités-États marchandes et de leurs bourgeoisies, ce « tiers-état » enrichi et ses nouveaux intellectuels, dans une recombinaison permanente des ensembles territoriaux

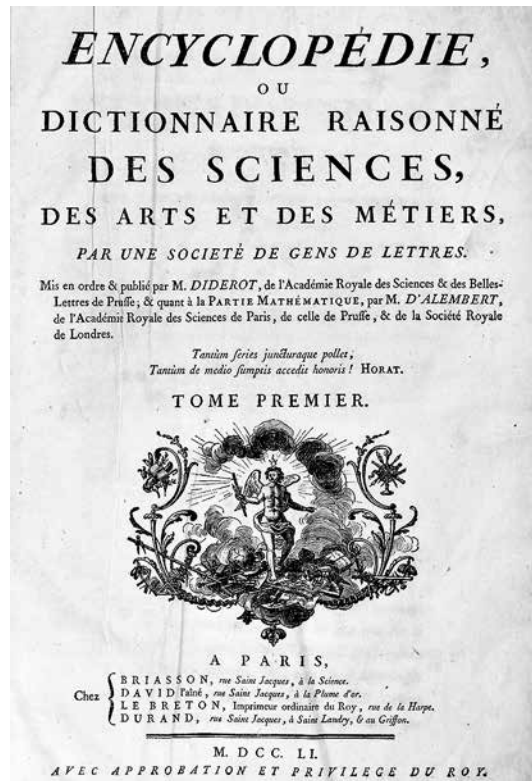
et de leurs organes de décision. Après quelques siècles qu'on fait généralement débiter à la Renaissance, la rupture se consomme politiquement à la Révolution française, ou plutôt avec ce que Friedrich Engels, dans une formule d'une éclairante concision, a nommé une triple révolution : « industrielle » en Grande-Bretagne, « politique » en France et « philosophique » en Allemagne, pointant ainsi une « discordance des temps » dans l'évolution des facteurs les plus déterminants de l'évolution des sociétés « modernes »<sup>1</sup>.

S'opposent alors deux États-nations – Grande-Bretagne et France – déjà largement centralisés à une constellation de petites semi-féodalités dans la Confédération germanique, situation qui va durablement et dramatiquement marquer l'histoire européenne. Dans la France d'Ancien Régime, presque unifiée, une *nation* est constituée par « tous les habitants d'un même État, d'un même pays qui vivent sous les mêmes lois et usent du même langage »<sup>2</sup>. Il faudra attendre la Révolution pour que cette notion prenne tout son sens politique

<sup>1</sup> Engels, F., *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, traduction et notes par Gilbert Badia et Jean Frédéric ; avant-propos de E. J. Hobsbawm, Paris, Éditions sociales, 1973, p. 51. Ce livre, paru en 1845, témoigne du rôle prépondérant joué par Engels dans le parcours de son ami Marx vers la conscience des réalités économiques et politiques.

<sup>2</sup> Extrait du Dictionnaire de l'Académie, 1694, cité in : *L'Encyclopédie, textes choisis*, présentation par Albert Soboul, introduction et notes par Philippe Goujard, Paris, Éditions sociales, 1984, p. 283.

de corps social consolidé, entraîné davantage dans des luttes contre les autres « nations » rivales que dans la résolution de ses tensions internes. Ou, comme l'ont montré les guerres napoléoniennes, dans une interaction complexe de la politique intérieure et extérieure, la seconde servant souvent d'exutoire aux oppositions et contradictions des couches sociales en lutte pour le pouvoir dans les frontières du nouveau corps *national*. Ainsi, l'*Encyclopédie* n'enregistra-t-elle encore que très brièvement la définition de la *nation* en gestation et ignora-t-elle complètement l'adjectif dérivé *national*. « Nation : mot collectif dont on fait usage pour exprimer une quantité considérable de peuple, qui habite une certaine étendue de pays, renfermée dans de certaines limites, et qui obéit au même gouvernement »<sup>3</sup>. La notion de *peuple* évoquée au passage n'a pas encore d'autre signification que son équivalent de « population » et n'évoque qu'un nombre de personnes indifférenciées mais soumises à une même autorité. Purement quantitative, elle se nuance toutefois à l'article correspondant où se décèle l'évolution en cours : « Autrefois, en France, le *peuple* était regardé comme la partie les plus utile, la plus précieuse, et par conséquent la plus respectable de la nation. Alors on croyait que le *peuple* pouvait occuper une place dans les États généraux ; et les parlements du royaume ne faisaient qu'une raison de celle du *peuple* et de la leur. Les idées ont changé, et même la classe des hommes faits pour composer le *peuple* se rétrécit tous les jours davantage. Autrefois, le *peuple* était l'état général de la nation, simplement opposé à celui des grands et des nobles »<sup>4</sup>.



COLL. BIBLIOTHÈQUE MARCEL ARLAND © VILLE DE LANGRES, SYLVAIN RIANDET

## PEUPLES ET NATIONS

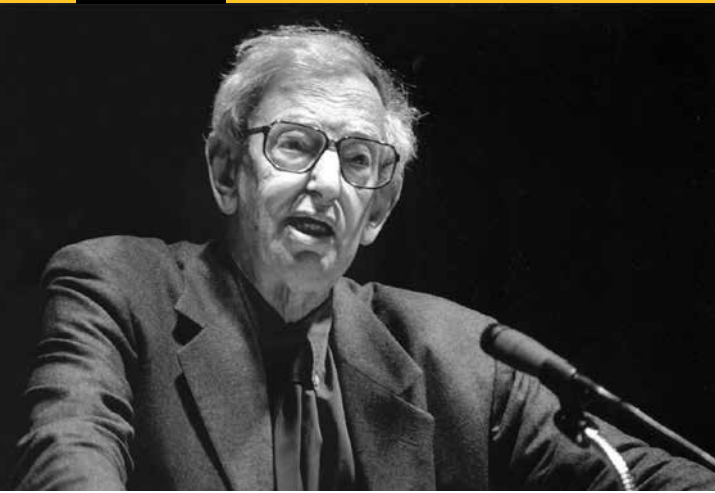
Rédigée par ces hommes dont les idées allaient influencer le cours des choses, l'*Encyclopédie*, idéalisant le passé, notait au passage cette fragmentation du *peuple* « ancien » en nouvelles « classes moyennes » aspirant à s'élever (hommes de lois, artistes, négociants, financiers, etc.) et à s'allier aux nobles et aux grands, et en « ouvriers et laboureurs » ployant sous le labeur mais pourvus selon eux de hautes qualités morales. « Tel est le portrait des hommes qui composent ce que nous appelons *peuple* et qui forment toujours la partie la plus nombreuse et la plus nécessaire de la nation »<sup>5</sup>. Formé de nombreux et indispensables créateurs de

Page de titre du premier volume de l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert, 1751

<sup>3</sup> *Idem*, p. 284.

<sup>4</sup> *Idem*, p. 297.

<sup>5</sup> *Idem*, p. 299.



D.R.

Eric J. Hobsbawm  
(1917-2012)

richesse, le *peuple* sera dorénavant ce levier nécessaire du changement, courtisé et craint à la fois, souvent imprévisible quand il se dressera, débordant la nation, au son de l'Internationale : "Nous ne sommes rien, soyons tout !" ».

Comme souvent dans les langues où des couples de mots évoluent ensemble, *nation* et *peuple* vont connaître cette dialectique, et il est symptomatique que la bataille de Leipzig (1813), qui oppose les Français et leurs alliés à leurs ennemis coalisés, soit nommée en français « la bataille des nations » et en allemand « la bataille des peuples (*Völkerschlacht*) ».

Avec la triple révolution des années 1760-1845, théorisée par Engels, nous entrons de plain-pied dans un mode de production sans précédent, celui du libre-échange à la conquête de la planète entière. Le préfacier de l'édition française d'Engels en 1973, Eric Hobsbawm, était loin d'avoir alors la notoriété que ses grandes synthèses historiques lui ont valu depuis. Il pointe évidemment les relatives faiblesses de son prédécesseur allemand, au nombre desquelles il

range la sous-estimation de l'emprise religieuse sur les prolétaires anglais. La maîtrise des processus qui s'amorçaient a pris des proportions que nul n'aurait pu imaginer il y a deux siècles à peine. Tout homme politique, tout citoyen, devrait avoir lu et médité *L'Âge des extrêmes* et ses conclusions formulées fin du siècle dernier : « Bref, contrairement aux apparences, le XX<sup>e</sup> siècle a prouvé qu'on peut gouverner contre le peuple un certain temps, contre une partie du peuple tout le temps, mais pas tout le temps contre le peuple tout entier. Ce n'est pas une consolation, il est vrai, pour les minorités opprimées en permanence ni pour les peuples qui ont souffert durant une génération ou plus d'une oppression quasi universelle »<sup>6</sup>. Avec la globalisation des problèmes, *peuple* a repris son extension originelle. C'est de cette histoire récente que s'est dégagée, vaille que vaille, la notion englobante de "légitimité démocratique". « Reste que tout ceci n'a pas répondu à la question : que devrait être la relation entre les décideurs et les populations ? [...] Si le suffrage universel demeure la règle générale – comme c'est probable –, deux grandes options paraissent possibles. Lorsque la décision reste du ressort de la politique, elle pourrait, de plus en plus, court-circuiter le processus électoral, ou plutôt la surveillance constante du gouvernement qui en est un élément indissociable. Quant aux autorités qui devraient se faire élire, elles pourraient, de plus en plus, se dissimuler, comme le poulpe, derrière un nuage d'encre noire pour donner le change au corps électoral. L'autre option consisterait à recréer le genre de consensus qui laisse aux autorités une grande liberté d'action,

<sup>6</sup> Hobsbawm, Eric J., *L'Âge des extrêmes. Histoire du Court Vingtième Siècle 1914-1991*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999 (édition originale anglaise : 1994), p. 746.

tout au moins tant que le gros des citoyens n'a pas trop de motifs de mécontentement. Depuis Napoléon III il existe un véritable modèle politique : l'élection démocratique d'un sauveur du peuple ou d'un régime qui sauverait la nation – il s'agit de la "démocratie plébiscitaire". Un tel régime pourrait ou non s'imposer par des moyens constitutionnels mais, s'il était ratifié par une élection relativement honnête avec un choix de divers candidats et quelque place faite à l'opposition, il satisferait aux critères fin-de-siècle de la légitimité démocratique. Mais cette perspective n'est guère encourageante pour l'avenir de la démocratie parlementaire de type libéral »<sup>7</sup>.

## L'ENCRE DU POULPE

L'image est belle, de ces producteurs d'encre noire qui obscurcit la conscience populaire. Qui sont-ils ? N'en naissent-ils pas constamment de nouveaux, particulièrement au sein de ces couches intermédiaires toujours déchirées entre les intérêts d'en-haut et d'en bas ? De l'*Encyclopédie*, cette somme du savoir de l'honnête homme du xviii<sup>e</sup> siècle, encore empreinte de crainte de la censure et de double langage, à cette encyclopédie actualisée du savoir du citoyen politisé rédigée par un analyste lucide et sans complaisance – Hobsbawm –, il s'est introduit une apparente perte de confiance dans la capacité humaine à dominer et organiser son évolution générale. « Néanmoins, même un historien à qui son âge interdit d'attendre des changements spectaculaires meilleurs dans le temps qu'il lui reste à vivre ne saurait raisonnablement nier que,

en l'espace d'un tiers ou d'un demi-siècle, les choses peuvent prendre un tour plus prometteur. En tout état de cause, il est fort probable que l'actuelle phase d'effondrement consécutif à la guerre froide sera temporaire, même si elle semble d'ores et déjà durer plus longtemps que les phases d'effondrement et d'éclatement qui ont suivi les deux guerres mondiales "chaudes". Cependant, ni les espoirs ni les peurs ne sont des prédictions. Nous savons que, derrière le nuage opaque de notre ignorance et l'incertitude des issues exactes, les forces historiques qui ont façonné le siècle continuent d'opérer. Nous vivons dans un monde capturé, déraciné, transformé par le titanesque processus économique et technico-scientifique du développement capitaliste qui a dominé les deux ou trois derniers siècles. Nous savons, ou tout au moins nous pouvons raisonnablement supposer, qu'il ne saurait durer *ad infinitum*. L'avenir ne saurait être la continuation du passé, et il ne manque pas de signes, tant externes que, pour ainsi dire, internes, pour nous indiquer que nous avons atteint un point de crise historique. [...] Notre monde court un double risque d'implosion et d'explosion. Il doit changer »<sup>8</sup>.

La légitimité démocratique à laquelle Hobsbawm faisait allusion, cette démocratie parlementaire donnant en principe la parole au *peuple*, représenta en effet un moment de la lutte politique incarnée par la théorie et la pratique du libéralisme. Ses défenseurs se scindèrent rapidement en deux camps, celui des conservateurs se méfiant d'un *peuple* inculte soumis aux préjugés séculaires des Églises, et celui des « radicaux » ou « progressistes », plus

<sup>7</sup> *Idem*, p. 746.

<sup>8</sup> *Idem*, p. 748.

confiants dans l'extension de l'éducation et la dynamique d'un suffrage vraiment « universel ». Les plus radicaux, qui se nommèrent rapidement communistes, crurent – espérance utopique ou naïveté ? – en l'action exemplaire de ceux « qui n'avaient à perdre que leurs chaînes ». Le rôle jusque-là prépondérant des Églises, de la papauté avant tout, s'effondra, résultat des effets durables de sa compromission permanente avec l'Ancien Régime mais surtout de son aveuglement aux réalités de l'exploitation capitaliste. C'est seulement dans les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, avec le long pontificat (1878-1903) de l'un de ses plus grands politiques, Léon XIII, qu'elle tenta de combler son retard idéologique. Ébranlée jusqu'en ses croyances les plus fondamentales, elle rejeta d'abord en bloc cette « modernité » dans laquelle elle ne voyait qu'un grand et systématique complot contre la croyance et contre son existence même en tant qu'institution divine prétendument régulatrice des débordements humains. Conspiration universelle des protestants, des francs-maçons, des rationalistes de tout poil et de toutes les forces politiques contestatrices de l'ordre social. Pontificat qui s'ouvre avec l'encyclique dite *Sur le socialisme* : « Vous comprendrez facilement que nous parlons de ces hommes qui, sous les noms divers et un peu étranges de *socialistes*, de *communistes* ou de *nihilistes*, sont partout répandus. Liés les uns aux autres par un pacte criminel, ils ne demandent plus leurs forces aux ténèbres des conventicules ; ils se produisent au grand jour et essaient audacieusement de réaliser le plan qu'ils ont formé depuis longtemps de renverser jusqu'aux fondements de l'ordre civil »<sup>9</sup>.

Et Léon XIII d'articuler ensuite artificieusement la dénonciation des inégalités sociales à la logique capitaliste elle-même, ouvrant ainsi clairement la voie à la future doctrine du complot judéo-bolchévique, les « Juifs » ayant été l'abcès de fixation du rejet traditionnel des « richesses », des biens de ce monde par le catholicisme, et les communistes celui de l'athéisme criminel. « Enfin, séduits par la soif des richesses, qui est *la racine de tous les maux et dont la convoitise a fait errer plusieurs dans la foi* (souligné dans le texte en référence à l'*Épître de Paul à Timothée*, 6, 10) ils attaquent le droit de propriété, droit sanctionné par la loi naturelle. Par un monstrueux attentat, sous prétexte de pourvoir aux besoins et aux désirs de tout le monde, ils s'efforcent d'enlever aux autres la possession de ce qu'ils ont légitimement obtenu par héritage ou acquis par leurs talents et leur industrie, ou amassé par leurs économies »<sup>10</sup>.

L'origine du socialisme, le pape la fait remonter au XVI<sup>e</sup> siècle, « alors qu'une guerre furieuse fut déclarée à la foi catholique, guerre croissant en violence jusqu'à nos jours, guerre qui a pour but de renverser toute vérité révélée et tout l'ordre surnaturel, de donner libre cours aux découvertes ou plutôt aux délires de la raison. [...] De là vint cette impiété toute nouvelle à laquelle les païens eux-mêmes n'avaient pas songé ; on fonda des États sans tenir compte de Dieu ni de l'ordre qu'il a établi. On promulgua comme une vérité incontestable que l'autorité publique ne doit à Dieu ni son origine, ni sa majesté, ni le pouvoir de commander ; tout cela, selon eux, dérive de la multitude ; on enseigne que celle-ci, se croyant

<sup>9</sup> Lettre encyclique du 28.12.1878, *Quod apostolici numeris*, in : O'Reilly, Bernard, *Vie de Léon XIII, son siècle, son pontificat, son influence*, Paris, Firmin-Didot, 1887, p.408.

<sup>10</sup> *Idem*, p. 410.

libre de toute sanction divine, pourrait s'assujettir aux seules lois qu'elle voudrait bien se faire »<sup>11</sup>.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'encyclique de Pie XI *Sur le communisme athée*<sup>12</sup> prolonge explicitement le discours de Léon XIII et sa définition du communisme comme « une peste mortelle qui s'attaque à la moelle de la société humaine et qui l'anéantirait ». Il rappelle l'exhortation de son prédécesseur à l'aller vers l'ouvrier, l'appelant *in fine* à se confier à saint Joseph. « Il appartient, lui, à la classe ouvrière ; il a fait la rude expérience de la pauvreté, pour lui et pour la Sainte Famille, dont il était le chef vigilant et aimant... Par une vie de fidélité absolue dans l'accomplissement du travail quotidien, il a laissé un exemple à tous ceux qui doivent gagner leur pain par le travail manuel, et a mérité d'être appelé le Juste, modèle vivant de cette justice chrétienne qui doit régner dans la vie sociale »<sup>13</sup>.

## ET DEMAIN ?

Quatre-vingts ans nous séparent de ce texte, et pourtant combien le monde n'a-t-il pas changé depuis lors, bien plus sans doute que depuis la Révolution française. Son centre de gravité s'est déplacé, marginalisant cet « Occident » qui avait si longtemps fait foi et loi. En même temps que, comme le notait Hobsbawm, son mode de production s'étendait à la planète entière, dans un mouvement incessant de déplacement des inégalités engendrées par ce système. Pour beaucoup, la notion de *démocratie* semble s'être réduite à un argument idéologique dégage de l'histoire qui l'a vu naître, un sous-



D.R.

produit de l'économie de marché : une liberté abstraite exportée par la libre entreprise.

Déjà à l'époque où s'élargissait dans certains pays la démocratie parlementaire par l'adhésion ou la relative intégration à ce système de nouvelles couches sociales qui y trouvaient, avec la conquête de droits démocratiques, une élévation de leur niveau de vie, cette évolution semble bien s'être faite au prix d'un report des tensions sociales sur ses marges, dans une fuite en avant de moins en moins contrôlable. Dans une vision élargie, la démocratisation des pays économiquement les plus développés (Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, États-Unis) s'est accompagnée de l'exploitation coloniale, de dictatures dans les États concurrents (Italie, Allemagne, Espagne, Japon), sans évoquer les conflits irrésolus qui débouchèrent sur deux guerres mondiales.

Aujourd'hui, tous les constats convergent : non seulement les

**Le Pape Léon XIII  
(1810-1903)**

<sup>11</sup> *Idem*, p. 411.

<sup>12</sup> Pie XI, Lettre encyclique *Divini Redemptoris*, mars 1937, Liège, La Pensée catholique.

<sup>13</sup> *Idem*, p. 48

inégalités sociales se sont accrues, mais même les bénéficiaires apparents se retrouvent endettés par leurs États et doivent s'acquitter au prix fort des coûts sociaux indirects et souvent différés engendrés par un certain enrichissement individuel. Non seulement le fruit de leur travail ne revient pas aux producteurs, mais les charges du maintien d'un ordre relatif dans cette nébuleuse en croissance perpétuelle sont devenues exorbitantes. Inflation des armements et prolifération des organes régulateurs supranationaux bien éloignés des espoirs placés en eux après la fin de la Seconde Guerre mondiale. On comprend dès lors aisément que la « légitimité démocratique », si elle peut paraître en soi cet élargissement prometteur de l'influence du *peuple*, ne peut être d'emblée cette idée exposée sur les rayons de nos supermarchés idéologiques. S'y ajoute bien sûr

l'échec patent des alternatives tentées dès le choc de la Première Guerre – le *communisme* ou *socialisme réalisé* dans des temps et des lieux si différents –, échec dont l'analyse des causes est loin d'être achevée ; paradoxalement, n'est-ce pas la grande peur de ces alternatives, même handicapées par la situation retardataire – au sens de la « discordance des temps » dont je parlais au commencement – qui a servi cette fuite en avant du libéralisme économique dans une exploitation, élargie à l'échelle mondiale, de la force de travail humaine et des richesses et réserves naturelles. Au prix aujourd'hui de quel défi planétaire ! De quels désastres et menaces permanentes ? Combien plus accessibles les rêves et ambitions des encyclopédistes ne paraissaient-ils pas ? Leur confiance dans les pouvoirs de la raison élargie à des objectifs généraux n'était-elle pas fondée ?

<sup>14</sup> Hobsbawm, *op. cit.*, p. 749.

## Au Proche-Orient, Nabil et Moshe dialoguent...



Peut-on aujourd'hui conclure autrement que l'analyste britannique : « Nous ne savons pas où nous allons. Nous savons seulement que l'histoire nous a conduits à ce point et – si les lecteurs partagent le raisonnement de ce livre – pour quelles raisons. Cependant, une chose est claire. Si l'humanité doit avoir un semblant d'avenir, ce ne saurait être en prolongeant le passé ou le présent. Si nous essayons de construire le troisième millénaire sur cette base, nous échouons. Et la rançon de l'échec, c'est-à-dire le refus de changer la société, ce sont les ténèbres »<sup>14</sup>.

Sombre pronostic, direz-vous, mais combien plus réaliste que tous ceux qui, voyant bien que le discours religieux obscurantiste n'est plus crédible, recherchent dans l'encre noire virtuelle de leurs ordinateurs une échappatoire dans une approche mystique, dans la poésie des

profondeurs, retardant d'autant la prise à-bras-le-corps des problèmes qui nous font face. La question essentielle semble bien d'y fonder de nouveaux espaces de pouvoirs politiques soumis à un contrôle démocratique pluriel des enjeux aujourd'hui supranationaux. ☺

